

La pause fiscale aux calendes grecques

Les déclarations présidentielles et gouvernementales peuvent se succéder sur la « pause fiscale » : plus aucun contribuable français n'y croit. Plus lucides que nos gouvernants, ils ont compris que l'état de la France ne permettrait pas d'envisager avant de longues années une stabilisation des prélèvements obligatoires et encore moins une baisse. Les déficits ne cessent d'augmenter.

L'objectif de 3% du PIB a été repoussé en 2016

L'endettement s'accroît : 95% du PIB en 2013 soit 2000 milliards d'euros et la remontée des taux qui s'amorce va encore surenchérir son coût.

Contrairement aux annonces récentes, les dépenses publiques continuent leur folle progression : le rythme diminue mais pas l'orientation. La masse salariale des fonctionnaires poursuit sa progression de même que les dépenses consacrées au financement du traitement social du chômage.

Dans ces conditions, qui peut croire encore à une pause fiscale ?

Cette dernière ne se décrète pas : elle demande une sévère cure de rigueur de la part de l'Etat et des collectivités locales. Rien n'indique aujourd'hui que la voie choisie est bien celle de la réduction du train de vie de la sphère publique. Les mesurettees annoncées récemment sur le régime général des retraites démontrent bien cette absence de volonté politique : on ne parle pas d'économies mais d'augmentation des cotisations versées par les entreprises et les salariés. Tout l'inverse d'une pause fiscale. On parle peu des dérives des comptes de l'assurance-chômage ou de l'assurance-maladie : elles sont pourtant également très inquiétantes puisque c'est l'emprunt qui continue de financer ces deux régimes, reportant ainsi sur les générations futures le maintien d'un système de protection sociale à bout de souffle. Il ne faut donc rien attendre des récentes déclarations à l'emporte-pièce sur la fiscalité : aucun signe politique fort n'a été donné qui permettrait de suivre le chemin de la réduction des prélèvements obligatoires en France. Attendons-nous au contraire dans les années qui viennent à d'autres augmentations tant au niveau national qu'au niveau local où les dérives de gestion sont également très importantes et auxquelles il faudra ajouter la fiscalité écologique. Il y a bien longtemps que les contribuables français n'attendent plus rien : ni pause, ni baisse. Il faudrait un changement complet de politique économique pour redonner un espoir, synonyme de confiance retrouvée. La France est devenue l'île des illusions lyriques. Attention à l'accostage : il sera particulièrement douloureux !